

Audience publique du 24 avril 2002

Recours formé par

la **société anonyme ...**, ...

contre

une décision du **directeur de l'administration des
Contributions directes**

en matière d'impôt sur le revenu et d'impôt commercial
communal

-

Vu la requête, inscrite sous le numéro 13666 du rôle, déposée le 27 juin 2001 au greffe du tribunal administratif par Monsieur David LEPARMENTIER, expert-comptable, inscrit au tableau de l'Ordre des experts-comptables à Luxembourg, au nom de la société anonyme de droit luxembourgeois ..., ayant son siège social à L-..., tendant à la réformation d'une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 27 mars 2001 portant rejet de sa réclamation contre les bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités et de la base d'assiette de l'impôt commercial communal pour l'année 1995, émis le 14 octobre 1999 par le bureau d'imposition sociétés 2;

Vu le mémoire en réponse du délégué du Gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 19 décembre 2001;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 21 janvier 2002 par Monsieur David LEPARMENTIER pour compte de la société anonyme ...;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision entreprise;

Où le juge-rapporteur en son rapport, ainsi que Monsieur David LEPARMENTIER et Monsieur le délégué du Gouvernement Jean-Marie KLEIN en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 23 janvier 2002.

-

Le 14 juillet 1992, la société anonyme de droit luxembourgeoise ..., ci-après désignée par « *la société ...* », acquit 14.999 actions de la société espagnole ... S.I., ci-après désignée par « *la société ...* », au prix de ESP 461.700.000 (ECU 3.744.483).

Suite à trois augmentations de capital de la société ... d'un total de ECU 1.157.658 et à la mise à profit par la société ... d'une garantie de passif de ECU 541.786 accordée par le cédant de la participation, le prix d'acquisition des titres de la société ... s'établit à ECU 4.360.355.

Au cours de l'exercice 1993, la société ... accorda à la société ... une avance à fonds perdu pour un montant de LUF 21.564.061 (ECU 551.934), laquelle fut inscrite à l'actif du bilan de la société ... pour l'exercice 1993, mais passée en charge dans le compte des pertes et profits de l'exercice 1994. La société ... accorda à la société ... au cours de l'année 1994 une seconde avance à fonds perdu à hauteur de LUF 32.880.804 (ECU 841.587) qui fut passée en charge dans le compte des pertes et profits de l'année 1994.

Durant l'année 1994, la société ... versa à la société ... la somme de ECU 48.604 au titre d'avance pour une augmentation de capital subséquente. Cette dernière n'ayant pas été réalisée au 31 décembre 1994, la société ... la porta à concurrence de ECU 32.465 comme avance à fonds perdu dans ses comptes de l'année 1994.

Dans le cadre de l'établissement du bilan de l'exercice 1994 et sur recommandation du réviseur d'entreprises, la société ... inscrit une réduction de valeur des titres détenus dans la société ... à hauteur de LUF 125.573.574 (ECU 3.214.074), étant donné que la société ... avait réalisé des pertes substantielles après la prise de la prédite participation par la société

Les comptes annuels de la société ... renseignèrent ainsi une perte de LUF 199.523.718 subie au cours de l'exercice 1994.

En date du 3 septembre 1995, la société ... céda sa participation dans la société ... à sa société-mère ... S.p.a., ci-après désignée par « *la société ...* », au prix de sa valeur nette comptable, soit ESP 188.000.000 (ECU 1.160.000).

Dans le cadre des impositions au titre de l'impôt sur le revenu et de l'impôt commercial communal de l'année 1994, le bureau d'imposition sociétés 2 redressa les déclarations afférentes de la société ... en ce sens qu'il fixa la valeur de la participation dans la société ... au prix d'acquisition - refusant de la sorte la reconnaissance de la réduction de valeur de LUF 125.573.574 opérée par la société ... - et réintégra le montant total des avances à fonds perdu (LUF 55.713.570) à l'actif du bilan, de manière à fixer le bénéfice commercial suivant bilan fiscal à LUF -18.236.574 et la perte reportable de l'exercice 1994 à LUF 17.791.149, l'ensemble de ces rectifications étant matérialisés par les bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités et de la base d'assiette de l'impôt commercial communal émis le 14 octobre 1999.

Par bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités et de la base d'assiette de l'impôt commercial communal de l'année 1995, portant la même date du 14 octobre 1999, le dit bureau d'imposition admit la réalisation, par la société ..., d'une perte de LUF 156.056.872 durant l'exercice 1995, mais lui imputa des distributions cachées de bénéfices à hauteur de LUF 181.287.144, de sorte à retenir, après certaines ajoutes et déductions, dans le chef de la société ... un bénéfice imposable de LUF 24.379.717, à partir duquel il admit en déduction les pertes reportables des exercices antérieurs dont celle à hauteur de LUF 17.791.149 reconnue pour l'exercice 1994.

Moyennant courrier recommandé de la société civile ARTHUR ANDERSEN du 20 décembre 1999, la société ... fit introduire une réclamation contre les bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités et de la base d'assiette de l'impôt commercial communal des années 1994 et 1995 émis le 14 octobre 1999.

Par décision du 27 mars 2001, le directeur de l'administration des Contributions directes, ci-après désigné par « *le directeur* », déclara les réclamations contre les bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités et de la base d'assiette de l'impôt commercial communal de l'année 1994 irrecevables pour défaut d'intérêt à agir et les réclamations contre les bulletins correspondants de l'année 1995 non justifiées au fond.

Par requête déposée le 27 juin 2001, la société ... a fait introduire un recours en réformation à l'encontre de la décision directoriale du 27 mars 2001 en déclarant confiner la portée de son recours à la confirmation par le directeur de la validité des bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités et de la base de l'assiette de l'impôt commercial communal de l'année 1995.

Au vœu des dispositions combinées du paragraphe 228 de la loi générale des impôts, communément appelée « *Abgabenordnung* », en abrégé « *AO* », et de l'article 8 (3) 1. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, le tribunal est compétent pour statuer comme juge du fond sur le recours dirigé contre une décision du directeur statuant sur une réclamation portée devant lui contre un bulletin de l'impôt sur le revenu des collectivités. Il s'ensuit que le tribunal est compétent pour connaître du recours en réformation introduit, lequel est encore recevable pour avoir été déposé dans les formes et délai de la loi.

Dans le cadre de son recours, la société ... déclare ne pas contester la position du directeur selon laquelle les avances à fonds perdu constituent des bonifications afin de contribuer à la couverture d'une perte d'exploitation et doivent partant être prises en compte pour la détermination du prix d'acquisition de la participation dans la société

Quant à la réduction de la valeur de cette même participation au 31 décembre 1994 dont le directeur a refusé la reconnaissance, la société ... affirme qu'une participation devrait être évaluée sur base de ses perspectives de rendement tant immédiates qu'à plus longue échéance et dans le contexte économique particulier et elle expose à cet égard que la société ... aurait accumulé au cours des années 1992 à 1994 plus de ESP 328 millions de pertes à la suite d'une réduction de 18% de ses unités de vente, la situation économique espagnole ayant été marquée durant ces années par une récession importante. La société ... en déduit que la valeur d'exploitation de cette participation aurait légitimement pu être estimée à la valeur de ses capitaux propres (LUF 49.464.800), abstraction même faite de ce qu'elle aurait pu encore être ramenée à un niveau inférieur au vu des perspectives de rendement négatives ayant existé à l'époque. La société ... fait valoir que la décision d'enregistrer une correction de valeur sur les titres de la société ... au titre de l'exercice 1994 aurait été motivée par le souci de présenter des comptes reflétant une image fidèle de sa

situation patrimoniale en conformité avec les principes comptables imposés par la législation luxembourgeoise, de manière que, conformément aux principes énoncés dans les articles 23 et 40 de la loi modifiée du 6 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, en abrégé « LIR », et plus particulièrement du principe de l'accrochement du bilan fiscal au bilan comptable, le bureau d'imposition et le directeur auraient été tenus de reconnaître la valeur d'exploitation par elle retenue, laquelle se situerait entre les valeurs maximale et minimale admises par la législation fiscale applicable.

Les règles applicables à l'évaluation de titres se trouvent inscrites dans l'article 23 LIR au prescrit de l'alinéa 1^{er} duquel, *« sans préjudice des dispositions relatives à l'évaluation en fin d'exploitation ni de celles prévues à l'article 49, l'évaluation des biens de l'actif net investi doit répondre aux règles prévues aux alinéas suivants et, en ce qui concerne les exploitants obligés à la tenue d'une comptabilité régulière, aux principes d'une comptabilité pareille »*. Les titres sont plus particulièrement régis par l'alinéa (3) du même article 23 LIR disposant que *« les biens autres que ceux visés à l'alinéa qui précède (le sol, les participations, les biens du réalisable et du disponible) sont à évaluer au prix d'acquisition ou de revient. Lorsque la valeur d'exploitation y est inférieure, l'évaluation peut se faire à cette valeur inférieure. Lorsque la valeur d'exploitation de biens ayant fait partie de l'actif net investi à la fin de l'exercice précédent est supérieure à la valeur retenue lors de la clôture de cet exercice, l'évaluation peut se faire à la valeur d'exploitation, sans que toutefois le prix d'acquisition ou de revient puisse être dépassé »*.

L'article 23 ajoute dans son alinéa (5) une disposition spécifique visant les seules participations aux termes duquel *« lorsque la valeur d'exploitation de participations ayant fait partie de l'actif net investi à la fin de l'exercice précédent est supérieure à la valeur retenue lors de la clôture de cet exercice, l'évaluation doit se faire à la valeur d'exploitation, sans que toutefois le prix d'acquisition puisse être dépassé ; les participations acquises avant la publication de la présente loi ne doivent cependant pas être évaluées au-dessus de leur valeur comptable au moment de cette publication tant que la société filiale n'est pas dissoute »*.

Dans la mesure où une participation s'entend d'un ensemble de titres émis par une autre société qui est destiné à servir de manière permanente à l'entreprise en visant l'obtention d'avantages particuliers moyennant l'influence assurée sur l'autre société grâce à cette participation (cf. projet de loi sur l'impôt sur le revenu, doc. parl. 571⁴, ad art. 28, p. 38), les titres de la société ... détenus par la société ... doivent être qualifiés de participation, étant donné qu'ils représentent 99,99% du capital de la société ... et que la société ... entendait intégrer la société ... et ses moyens de production et de commercialisation dans sa stratégie commerciale, ainsi qu'elle l'a fait exposer notamment dans sa réclamation du 20 décembre 1999.

Il en résulte que la participation de la société ... dans la société ..., évaluée à la clôture de l'exercice 1993 à son prix d'acquisition, devait en principe être également évaluée à son prix d'acquisition à la clôture de l'exercice 1994, sauf si la valeur d'exploitation s'avérait être inférieure, hypothèse dans laquelle la société ... disposait de l'option d'inscrire au bilan cette valeur d'exploitation inférieure à la place du prix d'acquisition. Il y a lieu de remarquer que le tribunal fait abstraction de la question de savoir si l'option susvisée devrait être comprise comme une obligation au vu du renvoi par l'article 23 (1) LIR aux principes d'une comptabilité régulière et du principe du raccrochement du bilan fiscal au bilan commercial consacré par l'article 40 LIR, la société ... ayant évalué les titres de la société ... à une valeur inférieure à leur prix d'acquisition, et que la question soumise au tribunal est celle de savoir

si la valeur de la participation en cause retenue par la société ... correspondait effectivement à la valeur d'exploitation, laquelle représente la valeur minimale admissible fiscalement.

Il ressort des éléments du dossier soumis au tribunal que la société ... a évalué les titres de la société ... en procédant, sur le prix d'acquisition global de ECU 4.360.355, à une réduction de valeur de ECU 3.214.074 afin d'inscrire au bilan une valeur nette comptable de ECU 1.146.281. La valeur d'exploitation retenue par la société ... au 31 décembre 1994 est ainsi de presque 74% inférieure au prix d'acquisition et correspond, d'après les affirmations mêmes de la société ..., à la valeur des capitaux propres de la société ... à cette date.

La valeur d'exploitation d'un bien est, d'après l'article 27 (1) LIR, « *le prix qu'un acquéreur de l'entreprise entière attribuerait au bien envisagé dans le cadre du prix d'acquisition global, l'acquéreur étant supposé continuer l'exploitation* ».

Il ressort des travaux parlementaires relatifs à cette disposition qu' « *il faut considérer la participation comme un ensemble et non pas isolément les titres dont elle se compose. Généralement la valeur d'exploitation d'une participation est plus élevée que la somme des valeurs d'exploitation des titres la formant* » (projet de loi sur l'impôt sur le revenu, doc. parl. 571⁴, ad art. 32, p. 49).

Afin de préciser d'une manière générale la notion de valeur d'exploitation, les mêmes travaux parlementaires ajoutent que « *la valeur de remplacement est choisie comme point de départ pour la détermination de la valeur d'exploitation, parce qu'on peut admettre qu'en règle générale un bien vaut à l'exploitant ce que coûte effectivement son remplacement, le bien étant considéré à l'état où il se trouve à la date envisagée*.

La valeur de remplacement est le prix auquel l'exploitant pourrait, à la date envisagée, acquérir ou fabriquer le bien en cause, donc le prix d'acquisition ou de revient à la date envisagée. (..)

Un facteur prépondérant dans la détermination de la valeur d'exploitation est la nécessité ou l'utilité du bien économique dans le cadre de l'exploitation. Ce facteur fournit en effet les limites maxima et minima dans le cadre desquelles se meut la valeur d'exploitation.

La valeur d'exploitation a généralement pour limite inférieure la valeur estimée de réalisation du bien envisagé, considéré à l'état isolé. (..)

La limite supérieure de la valeur d'exploitation se rencontre dans le cas des immobilisations qui, étant nécessaires à l'exploitation et ne se laissant pas remplacer à tout moment, sont susceptibles, en cas de perte subite, d'entraver la continuation de l'exploitation dans son étendue et avec ses possibilités antérieures. Ici, la valeur d'exploitation est constituée par la valeur ordinaire de remplacement, augmentée d'un montant approprié compensant l'inconvénient économique qu'entraîne pour l'exploitant l'élimination subite du bien » (projet de loi sur l'impôt sur le revenu, doc. parl. 571⁴, ad art. 32, p. 48).

Il s'ensuit que la valeur d'exploitation d'une participation est essentiellement fonction, d'une part, du coût de remplacement des éléments nécessaires du patrimoine de la société dans laquelle la participation est détenue, utilisés au bénéfice de la société détentrice de cette participation et, d'autre part, du degré d'utilité ou de nécessité de la participation dans le cadre de l'activité globale de la société détentrice. Dans la mesure où le contribuable estime que la valeur d'exploitation d'un bien doit être fixée à un montant inférieur à son prix

d'acquisition, il lui incombe de fournir les éléments concrets de nature à justifier cette fixation d'une valeur inférieure.

Conformément à l'article 22 alinéa (2) LIR, l'évaluation d'un bien doit être opérée en considération de la situation à la date de clôture de l'exercice d'exploitation, les faits postérieurs et imprévisibles à cette date ne pouvant pas entrer en compte dans ce cadre.

En l'espèce, il ressort des éléments du dossier que le bureau d'imposition sociétés 2 avait émis le 4 juin 1999 un projet d'imposition à travers lequel il refusait la reconnaissance du prix d'acquisition de la participation dans la société ... comme étant trop élevé par rapport à la valeur bilantaire de la société Afin de justifier ce prix d'acquisition, la société ... a réagi moyennant courrier du 30 août 1999 en arguant notamment que « *l'acquisition d'une participation industrielle et commerciale répond à des objectifs qui ne peuvent être réduits à la valeur comptable de l'actif net* », que « *l'importance de cet investissement se justifie au regard du potentiel industriel et commercial de la société ...* ». Elle a ainsi fait valoir que le potentiel industriel de la société ... se traduirait notamment par des investissements de 39 millions de pesetas dans le maintien de sa capacité de production et de 29 millions dans l'amélioration des procédés de production et l'actualisation des produits et que son potentiel commercial résulterait de la distribution de ses produits à travers toute l'Espagne, de sa qualité de distributeur exclusif de certains produits d'un autre producteur pour toute l'Andalousie, ainsi que de la détention d'une propre marque « ... » bénéficiant d'une bonne image de marque en Espagne. Elle a ajouté que d'un point de vue financier la société ... aurait réalisé en 1991 un bénéfice après impôts de l'ordre de 29 millions de pesetas et aurait disposé de fonds propres à hauteur de 11 millions de pesetas et que, d'après le rapport des consultants, « *la structure financière était suffisamment forte pour supporter des tensions extrêmement fortes* », pour conclure que « *la valorisation minimale de la société ... s'élève donc à 464 millions de pesetas* ».

Il est vrai que la société ... a subi des pertes respectives de ESP 178.032.000 en 1992, de ESP 132.356.000 en 1993 et de ESP 18.531.000 en 1994, partant une perte cumulée en l'espace de trois ans de quelque 329 millions de pesetas, correspondant approximativement à ECU 2.668.290. D'un autre côté, les avances à fonds perdu accordées par la société ... à la société ... durant les années 1993 et 1994, d'un total de ECU 1.425.986, ont permis à cette dernière d'éponger plus de la moitié des pertes essuyées, laissant approximativement 1,2 millions d'écus à la charge de la société

La société ... entend justifier la réduction de valeur à concurrence de ECU 3.214.074 opérée au 31 décembre 1994 sur les titres de la société ... en renvoyant à la situation économique particulièrement désastreuse ayant existé à cette époque et la restructuration du groupe ... à partir de l'année 1995, malgré laquelle la société ... aurait continué dans les années subséquentes à dégager des résultats du moins partiellement positifs.

Face au potentiel industriel et commercial de la société ... mis en évidence par la société ... dans son courrier du 30 août 1999, le tribunal est amené à considérer que la perte cumulée de quelque 1,2 millions d'écus restant à charge de la société ... n'a pu affecter ni ce potentiel, ni l'importance de l'impact de cette société au sein de l'activité globale de la société ... dans une mesure suffisante pour justifier la réduction de valeur opérée de l'ordre de 74%, étant donné surtout que la société ... ne fournit pas d'éléments indiquant que les pertes auraient affecté la substance de l'actif de la société ... ou que cette même substance aurait été altérée négativement d'une autre manière. Le directeur a valablement pu retenir à cet égard dans sa décision déférée du 27 mars 2001 que « *le prix d'acquisition n'est ni augmenté ni diminué lorsque la société accumule ses bénéfices ou lorsqu'elle procède à des distributions de bénéfice même aux dépens de ses réserves antérieures* » pour en déduire que

« la valeur d'exploitation à mettre en compte bénéficie d'une certaine autonomie, à brève échéance, par rapport aux résultats économiques réalisés par la société dans laquelle la participation est détenue » (projet de loi sur l'impôt sur le revenu, doc. parl. 571⁴, ad art. 28, p. 39).

Il y a lieu d'ajouter que la restructuration du groupe ..., intervenue seulement à partir de l'année 1995, est postérieure à la date de clôture de l'exercice 1994 et ne saurait partant constituer un facteur intervenant dans l'évaluation de la participation dans la société ... à cette date-clé.

Il suit des développements qui précèdent que la valeur d'exploitation au 31 décembre 1994 de la participation dans la société ... détenue par la société ... devait être considérée, à défaut d'éléments produits en cause de nature à justifier une réduction de valeur en dessous de ce seuil, comme correspondant à son prix d'acquisition, à savoir au montant de ECU 4.360.355. Dans la mesure où cette valeur d'exploitation représente ainsi la valeur minimale fiscalement admissible, les conclusions de la société ... tendant à voire imposer au niveau fiscal l'évaluation comptable sur pied du principe de l'accrochement du bilan fiscal au bilan comptable tombent à faux.

La société demanderesse critique la décision directoriale déferée du 27 mars 2001 encore en ce qu'elle a confirmé l'imputation par le bureau d'imposition d'une distribution cachée de bénéfices au titre de l'exercice 1995 en raison du prix de vente de la participation dans la société ..., tout en déclarant reconnaître que les avances à fonds perdu à cette dernière société constituent une distribution cachée de bénéfices devant être intégrée dans la base imposable au titre de l'impôt sur le revenu des collectivités et de l'impôt commercial communal. Pour contester néanmoins l'imputation de la réduction de valeur de ECU 3.214.074 en tant que distribution cachée de bénéfices à sa société-mère, la société ... fait exposer que, du moment que le bureau d'imposition et à sa suite le directeur ont reconnu la sincérité du prix d'acquisition de la participation dans la société ..., il aurait incombé au bureau d'imposition de prouver que la société ... a effectivement bénéficié d'une distribution cachée de bénéfices à travers un prix de cession inférieur à la valeur réelle des actions de la société Reprenant en substance son argumentation quant à la justification de la réduction de valeur par elle opérée, la société ... affirme avoir valablement pu inscrire une réduction de la valeur de la participation litigieuse sur base des perspectives de rendement immédiates au jour de la vente et du contexte économique particulier et que la valeur d'exploitation ainsi obtenue aurait légalement pu correspondre également au prix de cession, étant donné que la valeur d'exploitation serait généralement supérieure à la valeur estimée de réalisation du bien considéré à l'état isolé. La société ... déclare ne pas contester la conclusion directoriale en ce que le prix d'acquisition payé en 1992 par la société ... se justifiait partiellement par l'existence d'un good-will créé par la société ..., mais elle soutient que les perspectives de rendement au moment de la vente auraient été faibles, voire nulles et que la valeur du good-will aurait dès lors également été faible, de manière à ne pas avoir pu augmenter la valeur d'exploitation de la participation dans la société

L'article 164 LIR dispose que *« (1) Pour déterminer le revenu imposable, il est indifférent que le revenu soit distribué ou non aux ayants droit.*

(2) Sont à considérer comme distribution dans le sens de l'alinéa qui précède, les distributions de quelque nature qu'elles soient, faites à des porteurs d'actions, de parts bénéficiaires ou de fondateurs, de parts de jouissance ou de tous autres titres, y compris les obligations à revenu variable donnant droit à une participation au bénéfice annuel ou au bénéfice de liquidation.

(3) Les distributions cachées de bénéfices sont à comprendre dans le revenu imposable. Il y a distribution cachée de bénéfices notamment si un associé, sociétaire ou intéressé reçoit directement ou indirectement des avantages d'une société ou d'une association dont normalement il n'aurait pas bénéficié s'il n'avait pas eu cette qualité ».

Les distributions cachées de bénéfices visées par l'article 164 (3) LIR existent si un associé ou un actionnaire reçoit directement ou indirectement d'une société des avantages qu'il n'aurait pu obtenir en l'absence de ce lien. La situation concernée est celle où un gestionnaire prudent et avisé n'aurait pas accordé un avantage similaire à un tiers. L'administration peut supposer une diminution induite des bénéfices de l'entreprise si les circonstances la rendent probable, sans avoir à la justifier exactement. Il y a alors renversement de la charge de la preuve, le contribuable devant prouver qu'il n'y a pas diminution de bénéfice ou que celle-ci est économiquement justifiée, et non seulement motivée par des relations particulières entre deux entités liées (Cour adm. 1^{er} février 2000, n° 11318C, Brecher Luxembourg & Deutschland GmbH, Pas. adm. 2001, v° Impôts, n° 148, p. 253).

En l'espèce, force est au tribunal de constater que les conclusions l'ayant amené à retenir *supra* que la valeur d'exploitation de la participation dans la société ... au 31 décembre 1994 devait être considérée, en l'absence de tout élément pertinent contraire produit en cause, comme correspondant à son prix d'acquisition sont également valables à la date de cession de cette participation, à savoir au 3 septembre 1995. En effet, les pertes essuyées par la société ... au cours de l'exercice 1994 furent substantiellement inférieures à celles des deux exercices précédents, de manière à ne pas justifier des perspectives de rendement foncièrement négatives, et la société ... ne fournit pas d'éléments indiquant que la substance de l'actif de la société ... aurait été autrement affectée entre le 31 décembre 1994 et la date de cession de ladite participation. Par voie de conséquence, la participation dans la société ... détenue par la société ... devait toujours être évaluée à son prix d'acquisition global à la date de cession.

Il est constant que la société ... a cédé cette participation le 3 septembre 1995 à sa propre société-mère ... à sa valeur nette comptable inscrite dans ses comptes, à savoir ESP 188.000.000 (correspondant à ECU 1.146.281), donc à un prix inférieur de ECU 3.214.074 à sa valeur d'exploitation de ECU 4.360.355.

Le bureau d'imposition a légitimement pu estimer que l'écart important s'élevant à quelque 74% entre la valeur d'exploitation de la participation dans la société ... et son prix de cession à la société ... faisait ressortir l'existence d'une distribution cachée de bénéfices en considérant qu'un gestionnaire prudent et avisé aurait demandé un prix supérieur au titre de cette participation et que l'avantage ainsi accordé à la société ... trouve sa cause dans sa qualité de société-mère de la société La légitimité de cette position du bureau d'imposition se trouve confirmée par la circonstance que la société ... a vendu la marque ... en décembre 1995 avec un profit comptable de presque ESP 166.000.000.

Face à la supposition d'une diminution induite des bénéfices ainsi valablement admise par le bureau d'imposition, la société ... reste en défaut d'établir, voire de faire état d'une justification économique pour ladite diminution de bénéfices et de prouver de la sorte qu'elle n'a pas accordé un avantage à la société ... en raison exclusivement des relations particulières entre ces deux entités liées.

Il ressort des développements qui précèdent qu'à défaut d'éléments pertinents produits plus en avant par la société demanderesse, c'est à bon droit que le bureau d'imposition a fixé la valeur d'exploitation de la participation de la société ... dans la

société ... au 31 décembre 1994 à son prix d'acquisition, refusant ainsi la reconnaissance d'une réduction de valeur de l'ordre de ECU 3.214.074, et qu'il a imputé à la société ... une distribution cachée de bénéfices à hauteur de la différence entre le prix d'acquisition de ladite participation et son prix de cession. Le recours sous analyse est partant à rejeter comme n'étant pas fondé.

PAR CES MOTIFS

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement,
reçoit le recours en réformation en la forme,
au fond, le déclare non justifié et en déboute,
condamne la société demanderesse aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 24 avril 2002 par:

M. Delaporte, premier vice-président,

M. Schroeder, juge,

M. Spielmann, juge

en présence de M. Schmit, greffier en chef.

SCHMIT

DELAPORTE